

# RAPPORT D'ACHEVEMENT DE PROJET

## A. INFORMATIONS SUR LE PROJET ET DATES CLES

### I. INFORMATIONS DE BASE

|  |  |   |   |
|--|--|---|---|
| <b>Référence du Projet :</b><br>P-CD-IA0-001 ; Don<br>2100155002057  | <b>Titre du Projet :</b> PROJET D'APPUI<br>AU SECTEUR DE L'EDUCATION | <b>Pays:</b> République Démocratique du Congo |   |
| <b>Instrument(s) de Prêt</b> DON FAD N 2100155002057   |  | <b>Secteur:</b> Public<br>(Education)         | <b>Catégorie</b><br>Environnementale<br>Catégorie III |
| <b>Engagement Initial</b><br>5 230 000 UC  | <b>Montant à annuler</b><br>561 878,45 UC                            | <b>Montant décaissé</b><br>4 668 121,55 UC    | <b>% décaissé</b><br>89,26                            |
| <b>Emprunteur</b><br>Gouvernement de la République Démocratique du Congo   |  |   |   |
| <b>Organe(s) d'Exécution :</b> Bureau Central de Coordination (BCeCo), Unité d'Exécution des Projets BAD (UEP/BAD), Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel, Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire, Ministère des Affaires Sociales |  |   |   |
| <b>Co financiers et Autres Partenaires Extérieurs :</b> Gouvernement de la RDC (0,27 Million UC)   |  |   |   |

### II. DATES CLES

|   |  |  |
|---|--|--|
| <b>Note de Concept du Projet</b><br>approuvée par Com. Ops.<br>NA | <b>Rapport d'évaluation</b><br>approuvé par Com. Ops<br>NA | <b>Approbation par le Conseil</b><br>d'Administration : 17 mars 2004 |
| <b>Restructuration(s) :</b> RAS                                   |  |  |

|                            | Date initiale | Date effective | Ecart en termes<br>de mois<br>[date effective-<br>date initiale] |
|----------------------------|---------------|----------------|--|
| <b>ENTREE EN VIGUEUR</b>   | Juin 2004     | 30/12/2004     | 6 mois   |
| <b>REVUE A MI-PARCOURS</b> | Juillet 2006  | 15 août 2007   | 13 mois  |
| <b>CLÔTURE</b>             | 31/12/2009    | 30/06/2010     | 6 mois   |

### III. RESUME DES NOTES

| CRITERES                   | SOUS-CRITERES                      | NOTES    |
|----------------------------|------------------------------------|----------|
| <b>RENDEMENT DU PROJET</b> | <b>Réalisation des Résultats</b>   | <b>3</b> |
|                            | <b>Réalisation des Rendements</b>  | <b>3</b> |
|                            | <b>Respect du Calendrier</b>       | <b>3</b> |
|                            | <b>RENDEMENT GENERAL DU PROJET</b> | <b>3</b> |

|                             |   |          |
|-----------------------------|---|----------|
| PERFORMANCE DE LA BANQUE    | Conception et état de Préparation           | 3        |
|                             | Supervision                                 | 3        |
|                             | <b>PERFORMANCE GENERALE DE LA BANQUE</b>    | <b>3</b> |
| PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR | Conception et état de Préparation           | 3        |
|                             | Exécution                                   | 3        |
|                             | <b>PERFORMANCE GENERALE DE L'EMPRUNTEUR</b> | <b>3</b> |

#### IV. RESPONSABLES DU PROJET AU SEIN DE LA BANQUE

| FONCTIONS                  | A L'APPROBATION        | A L'ACHEVEMENT                         |
|----------------------------|------------------------|--|
| Directeur Régional         | JM GHARBI              | M. KANGA                               |
| Directeur Sectoriel        | Z. EI BAKRI            | Agnès SOUCAT                           |
| Chef de Division           | -                      | Boukary SAVADOGO                       |
| Chef de Projet             | Corbin Michel GUEDEGBE | Corbin Michel GUEDEGBE                 |
| Chef de l'équipe du RAP    |                        | Philippe NGWALA MALEMBA                |
| Membres de l'équipe du RAP |                        | Clotilde BAWOTA ; Pierre MBAMBI MAZEBO |

## B. CONTEXTE DU PROJET

Faire un résumé du bien-fondé de l'assistance de la Banque. Texte:

- sur quel défi du développement porte le projet,
- stratégie générale de l'emprunteur pour relever ce défi,
- activités de la Banque dans ce(s) pays et dans ce secteur durant l'année dernière et performance, et
- activités en cours financées par la Banque et d'autres sources extérieures qui complètent, font doublon ou se rapportent à ce projet.

Veuillez citer les sources concernées. Exprimez-vous sur la force et la cohérence de cette justification.

300 mots au plus.

Tout autre propos pertinent sur les origines et l'historique du projet doit être, si besoin, présenté à l'annexe 6 intitulé: Description du Projet

Le projet a été élaboré pour faire face aux défis énormes du secteur de l'éducation : absence des statistiques, faible capacité de planification et de gestion, faiblesse de la formation et de la qualification des ressources humaines. Pour relever ce défi, le Gouvernement a élaboré en 1998 un plan de reconstruction du système éducatif comprenant trois phases: (i) phase d'urgence (1999-2000), (ii) phase de mise en place des fondements du nouveau système (2001-2004), (iii) phase de consolidation (2005- 2008). Ce plan de reconstruction a retenu les priorités suivantes : la production des statistiques, la réforme sectorielle, la professionnalisation de l'enseignement, la réforme des curricula, la décentralisation du système de gestion, l'inspection et le système d'évaluation pédagogique, la réhabilitation et l'équipement des établissements d'enseignement et la revalorisation de la carrière enseignante. L'Emprunteur a eu recours à l'appui financier et technique de la Banque pour la mise en œuvre de ce plan de reconstruction, notamment pour les phases 2 et 3.

La Banque s'est aussi engagée sur d'autres opérations, à savoir : PMURIS<sup>1</sup> qui a eu un volet social (réhabilitation des infrastructures scolaires et sanitaires) ; PAIM<sup>2</sup> qui a porté sur l'équipement des structures de planification, la formation du personnel ; PARER<sup>3</sup> qui a contribué à la relance économique et à la réduction de la pauvreté ; PUAICF<sup>4</sup> qui a

<sup>1</sup> Projet Multisectoriel d'Urgence et de Réhabilitation des Infrastructures Sociales

<sup>2</sup> Projet d'Appui Institutionnel Multisectoriel

<sup>3</sup> Projet d'Appui aux Réformes Economiques et à la Reconstruction

<sup>4</sup> Projet d'Urgence et d'Atténuation des Incidences de la Crise Financière

octroyé des matériels roulants aux structures éducatives. Cette synergie a contribué au renforcement des capacités institutionnelles du système éducatif, un des objectifs du PASE<sup>5</sup>.

En outre, pour la mise en œuvre du plan de reconstruction du système éducatif, plusieurs partenaires au développement se sont intéressés non seulement à l'exécution des actions d'urgence mais aussi à la mise en place des programmes concertés et systémiques d'assistance, tel que le PMURR financé par la Banque Mondiale, dont certaines activités se sont poursuivies jusqu' en juin 2010.

## C. OBJECTIF DU PROJET ET CADRE LOGIQUE

### 1. Enoncer le(s) Objectif(s) de Développement du Projet (ainsi qu'ils sont présentés dans le rapport d'évaluation)

L'objectif global du projet est de contribuer à la reconstruction du système éducatif congolais pour la mise en œuvre des objectifs de l'Education pour tous (EPT). Les objectifs spécifiques du projet sont : (i) l'appui à l'élaboration des réformes sectorielles et (ii) le renforcement des capacités institutionnelles de planification et de gestion du secteur éducatif.

### 2. Décrire les principales composantes du projet en indiquant comment chacune contribuera à la réalisation des objectifs du projet

Le projet comporte 4 composantes à savoir :

#### Composante 1 : Appui à l'élaboration des réformes sectorielles ;

Les activités importantes réalisées à travers cette composante sont : (i) les études sectorielles thématiques, (ii) l'élaboration de stratégies sectorielles sur la base des résultats de ces études, et (iii) les voyages d'échanges et d'études dans le cadre de la promotion de la réalisation des objectifs de l'EPT.

Toutes ces activités concourent à l'élaboration des réformes sectorielles en vue de la mise en œuvre des objectifs de l'EPT.

#### Composante 2 : Mise en place d'un système d'information pour la gestion de l'éducation,

Cette composante a porté sur la mise en place du système d'information pour la gestion de l'éducation à savoir l'installation des équipements et des bases des données informatisées, la formation en gestion des statistiques scolaires pour les agents des structures centrales et provinciales concernées et la production des annuaires statistiques de trois ministères ciblés (Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel ; Enseignement Supérieur et Universitaire ; Affaires Sociales).

Ces activités devraient, grâce à la mise à disposition des statistiques sectorielles, contribuer à faciliter une gestion efficace du système éducatif, orienter les interventions dans le secteur tant pour le Gouvernement que pour les Partenaires Techniques et Financiers, offrir des outils nécessaires pour le suivi et l'évaluation des objectifs de l'Education Pour Tous (EPT) et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) pertinents au secteur.

#### Composante 3 : Renforcement des capacités institutionnelles de planification, formation et gestion pédagogique,

Les activités réalisées à travers cette composante sont : (i) formation initiale sur place et à l'étranger et recyclage en planification et administration des systèmes éducatifs, (ii) évaluation institutionnelle de l'Inspection Générale « IG » (fonctions de formation des enseignants et personnel d'encadrement pédagogique, d'organisation des examens d'Etat), (iii) analyse institutionnelle du Service de Contrôle et de la Paie des Enseignants « SECOPE » et octroi des équipements, (iv) formation continue des enseignants et du personnel de contrôle pédagogique, et (v) renforcement de l'IG et du SECOPE ainsi que de leurs antennes provinciales.

Cette composante visait à appuyer, au niveau central et au niveau provincial, les fonctions de planification et de gestion administrative et pédagogique à travers le renforcement des structures concernées et la formation du personnel.

#### Composante 4 : Gestion du projet.

L'exécution du projet était assurée par l'Unité d'Exécution des Projets financés par le FAD (UEP/FAD), spécialement

<sup>5</sup> Projet d'Appui au Secteur de l'Education

créée au sein du Bureau Central des Projets (BCECo) sous la tutelle du Ministère chargé des Finances. L'appui en matériel informatique, matériel roulant et matériel de bureau devrait contribuer à la performance de la mise en œuvre du projet.

**3. Evaluer brièvement (deux phrases au plus) les objectifs du projet sous trois angles et noter l'évaluation, en utilisant l'échelle de notation fournie à l'appendice 1.**

Donner ici une appréciation générale sur les objectifs du projet.

| CARACTERISTIQUES DES OBJECTIFS DU PROJET |   | EVALUATION  | NOTE |
|--|---|---|------|
| <b>PERTINENTS</b>                        | a) Pertinent au regard des priorités de développement du pays.                                | Les objectifs ont été définis en fonction du plan de reconstruction du système éducatif congolais, notamment par rapport à la phase II (mise en place des fondements du nouveau système). Ces objectifs s'inscrivent également dans les priorités sectorielles définies en rapport avec le Programme d'Actions Prioritaires du Gouvernement, le pilier 3 du DSCR P I, les objectifs de l'EPT et les OMDs.   | 4    |
| <b>REALISABLES</b>                       | b) Objectifs jugés réalisables au regard des contributions au projet et des délais envisagés. | Les composantes du projet et les activités développées ont été conçues de manière à contribuer à l'atteinte des objectifs définis. Le calendrier de mise en œuvre du projet a été réaliste en dépit d'un glissement qui a nécessité une prorogation de 6 mois suite aux difficultés dans la collecte des données statistiques (dimension du pays, état des infrastructures et voies de communication).  | 3    |
| <b>COHERENTS</b>                         | c) Conforme à la stratégie nationale ou régionale de la Banque.                               | Les objectifs sont conformes au DSP de la Banque pour la période 2005-2008 dont les piliers 1 et 2 découlent des priorités du Programme Minimum de Partenariat pour la Transition (PMPTR 2004-2007) et visent entre autres l'amélioration des conditions d'accès aux services sociaux de base.  | 4    |
|  | d) Conforme aux priorités générales de la Banque.   | Les objectifs du projet sont conformes aux orientations de la stratégie à moyen terme de la Banque définie dans le DSP pour la période 2003-2004 qui compte parmi les priorités retenues, le développement des secteurs sociaux, notamment apporter un appui à l'élaboration des réformes sectorielles dans le domaine de l'éducation. Ces objectifs répondent, d'une part, aux orientations de la politique sectorielle de la Banque dont l'un des domaines prioritaires est l'organisation et la gestion du secteur éducatif à travers l'amélioration des capacités de planification et de gestion ; d'autre part aux directives du FAD IX pour l'utilisation des dons, en particulier celles mettant l'accent sur les réformes pour l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'enseignement primaire. | 4    |

*4. Présenter le cadre logique. En l'absence de cadre logique, remplir le tableau ci-dessous, en indiquant l'objectif global du projet, les principales composantes du projet, les principales activités de chaque composante et les résultats et rendements attendus, ainsi que les indicateurs de mesure de la réalisation des rendements. Vous pouvez créer des rangées supplémentaires pour les composantes, activités, résultats ou rendements, si nécessaire.*

**OBJECTIF GLOBAL : Contribuer à la reconstruction du système éducatif congolais pour la mise en œuvre des objectifs de l'EPT.**

| COMPOSANTES | ACTIVITES | RESULTATS | RENDEMENTS | INDICATEUR |
|-------------|-----------|-----------|------------|------------|
|-------------|-----------|-----------|------------|------------|

|   |   | ATTENDUS  | ATTENDUS   | RS A<br>MESURER   |
|---|---|---|--|---|
| <b>Composante 1 :</b><br><b>Appui à l'élaboration des politiques et stratégies sectorielles</b> | Réalisation de 5 études thématiques : (i) étude sur la Problématique des enfants et jeunes (filles et garçons) en situation difficile et leur réinsertion scolaire et professionnelle ; (ii) étude sur le Développement de l'enseignement privé et sa contribution à la réalisation des objectifs de l'EPT et des ODM ; (iii) étude sur la Faisabilité de la mise en place des nouvelles structures PADEM (Pacte de modernisation de l'Enseignement Supérieur et Universitaire) ; (iv) étude sur l'Adéquation de l'enseignement technique, professionnel aux besoins du marché ; (v) étude sur l'utilisation des technologies modernes de l'information et de la communication pour le renforcement de la formation et du personnel d'encadrement pédagogique dans le contexte de la décentralisation | Les cinq études thématiques sont réalisées et validées.   | Les cinq études thématiques sont utilisées et servent de base pour l'élaboration des stratégies sous sectorielles (Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel « EPSP », Enseignement Supérieur et Universitaire « ESU », Ministère des Affaires Sociales « MAS »). | Les études thématiques réalisées et validées servent de référence pour l'élaboration des politiques et stratégies sectorielles. |
| <b>Composante 2 :</b><br><b>Système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE)</b>     | 2.1 Mise en place du système d'informations pour la gestion de l'éducation  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Annuaire statistiques désagrégés par genre produits sur une base annuelle ;</li> <li>- Diagnostic et stratégies sectorielles actualisées sur la base des données produites par le système d'information</li> </ul> | Utilisation des statistiques éducatives dans la planification et la gestion du système éducatif par le Gouvernement et les partenaires au développement  | Annuaire statistiques 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 disponibles, disséminés et utilisés pour la gestion du système            |

|   |  |   |  |  |
|---|--|---|--|--|
|   |  |   |  | éducatif.  |
|   | 2.2 Formation locale en planification et statistiques scolaires des cadres du MEPSP.   | Chefs d'établissements EPSP formés sur la collecte et la gestion des statistiques scolaires   | Accroissement des compétences des cadres des ministères dans la collecte, analyse et utilisation des données statistiques de l'éducation   | Nombre de chefs d'établissement formés                                   |
|   | 2.3 Equipement informatique, mobilier et fourniture de bureau pour les structures de gestion des statistiques (SIGE).  | Les structures de gestion des statistiques dans les trois ministères ciblés (Directions de Planification EPSP, ESU, MAS) équipées en matériel informatique.   | Les ministères bénéficiaires du projet disposent des outils et équipements adéquats pour la production des données statistiques du secteur de l'éducation.   | Kit informatique octroyé à chaque structure DEP EPSP, MAS, ESU et SECOPE |
| <b>Composante 3 :<br/>Renforcement des capacités de planification, formation et gestion pédagogique</b> | 3.2 Réhabilitation et équipement des structures centrales de planification : Direction d'Etudes et Planification ESU, Direction EPSP, Direction d'appui à l'éducation pour tous/EPSP ; Direction d'Alphabétisation et Apprentissage/MAS (DEP/ MESU, DAEPT/MEPSP, DAEA/MAS) | 3 structures centrales de planification réhabilitées ; capacités institutionnelles de planification et de gestion du secteur éducatif renforcées.   | L'environnement du travail amélioré au sein des structures centrales de planification des ministères concernés ; amélioration des capacités de planification, de formation et de gestion pédagogique | Nombre des structures centrales de planification réhabilitées et équipés |
|   | 3.3 Evaluations et audits Institutionnels  | Evaluation des programmes scolaires et les compétences pédagogiques, y compris les dispositifs de l'examen d'état au niveau de l'Inspection Générale de l'Education effectuée ; Système de paie au niveau du SECOPE diagnostiqué.                                       | Amélioration de la qualité des services rendus par l'IGE et le SECOPE (contrôle pédagogique et système de paie)  | Les services de l'IGE et du SECOPE sont restructurés.                    |
|   | 3.3 Formations à l'étranger (en planification de la formation des adultes, en gestion des projets, stage en planification, statistique et gestion)   | 5 cadres dont 2 femmes de la DAEA/MAS formés en planification de la formation des adultes ; 3 cadres de l'ESU dont 1 femme formés en gestion de projet ; 07 cadres dont 2 femmes ont bénéficié d'un stage de formation en planification, statistique et gestion (longue | Utilisation des compétences acquises à l'étranger et amélioration des capacités de planification et de gestion dans le secteur éducatif congolais.   | Nombre de cadres formés  |

|  |  |   |  |   |
|--|--|---|--|---|
|  |  | durée)  |  |   |
|  | 3.4.1 Formations locales (en informatique ; gestion académique ; en développement des projets éducatifs et techniques de gestion ; en gestion administrative et pédagogique (EPSP) | Formations locales des cadres réalisées (70 cadres en informatique ; 54 cadres en développement des projets ; 412 dont 18 femmes en gestion administrative et pédagogique ; 40 chefs d'établissement dont 4 femmes en gestion académique) ; 380 gestionnaires scolaires de l'EPSP dont 50 femmes formées au niveau central et provincial. | Utilisation des compétences acquises localement et amélioration des capacités de planification et de gestion dans le secteur éducatif congolais. | Nombre de personnes formées                             |
|  | 3.4.2 Recyclage des alphabétiseurs, des inspecteurs de l'EPSP et des enseignants   | 200 alphabétiseurs recyclés ; 600 inspecteurs de l'EPSP dont 100 femmes recyclés ; 11.000 enseignants EPSP dont 50% de femmes recyclées   | Utilisation des compétences acquises et amélioration de la capacité d'alphabétisation et de capacité pédagogiques                                | Nombre d'alphabétiseurs, d'inspecteurs et d'enseignants |

**5. Pour chaque dimension du cadre logique, indiquer brièvement (deux phrases au plus) à quel point le cadre logique a contribué à la réalisation des objectifs mentionnés ci-après. Noter l'évaluation en utilisant l'échelle de notation fournie à l'appendice 1. En l'absence de cadre logique, attribuer à cette section la note 1.**

| CARACTERISTIQUES DU CADRE LOGIQUE |  |  | NOTE |
|-----------------------------------|--|--|------|
| LOGIQUE                           | Prévoit un enchaînement causal logique pour la réalisation des objectifs de développement du PASE. | Les liens entre les moyens techniques et en ressources humaines mis en œuvre et les objectifs globaux et spécifiques visés sont logiques.  | 3    |
| MESURABLE                         | Enonce les objectifs et les rendements de manière mesurable et quantifiable.                       | Les objectifs sont mesurables, cependant les résultats et les rendements attendus n'ont pas été clairement définis dans le cadre logique   | 2    |
| DETAILLE                          | Mentionne les risques et les hypothèses clés.  | Le cadre logique mentionne clairement les risques et hypothèses. Cependant, le risque lié à l'opérationnalisation de la collecte des données statistiques à savoir la dimension du pays et l'insuffisance des moyens de communication n'a pas été identifié. ; d'où la sous estimation des coûts de la composante 2 à l'évaluation, ce qui a occasionné un avenant au contrat lors de la mise en œuvre de la composante. | 2    |

## D. RESULTATS ET RENDEMENTS

### I. PRODUITS OBTENUS

Dans le tableau ci-dessous, évaluer pour chaque principale activité, **les réalisations par rapport aux résultats prévisionnels**, en se fondant sur le cadre logique présenté à la Section C. Noter le degré de réalisation des résultats attendus. Calculer les notes pondérées en proportion approximative du coût des activités du projet. La somme des notes pondérées s'affichera automatiquement et correspondra à la somme des notes pondérées. Ignorer la note automatiquement calculée, si vous le souhaitez, et justifier.

| PRINCIPALES ACTIVITES   |  | Note de l'évaluation (1 à 4) | Proportion des coûts du Projet en % (calculée à l'achèvement) | Note Pondérée |
|---|--|------------------------------|---|---------------|
| Résultats Attendus  | Résultats Obtenus  |                              |   |               |
| <b><u>Composante 1</u> : Appui à l'élaboration des politiques et stratégies sectorielles</b>  |  |                              |   |               |
| Les 5 études thématiques pour l'appui à l'élaboration des politiques et stratégies sectorielles réalisées et validées   | Les 5 études thématiques réalisées, validées et disponibles  | 3                            | 6,07  | 0.18          |
| <b><u>Composante 2</u> : Système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE)</b>  |  |                              |   |               |
| Annuaire statistiques désagrégés par genre produits sur une base annuelle   | Annuaire statistiques disponibles pour les années 2006-2007 ; 2007-2008 ; 2008-2009  | 3                            | 48  | 1.44          |
| Les structures de gestion des statistiques dans les trois ministères ciblés (Directions de Planification EPSP, ESU, MAS) équipées en matériel informatique, mobilier et fournitures de bureau.                                    | kit informatique, mobilier et fourniture de bureau doté à chaque structure DEP EPSP, MAS, ESU et SECOPE  | 3                            | 12  | 0.36          |
| <b><u>Composante 3</u> : Renforcement des capacités de planification, formation et gestion pédagogique</b>  |  |                              |   |               |
| Evaluation des programmes scolaires et les compétences pédagogiques, y compris les dispositifs de l'examen d'état au niveau de l'Inspection Générale de l'Education effectuée ; Système de paie au niveau du SECOPE diagnostiqué. | Evaluation SECOPE ET IGE réalisée  | 3                            | 2,4   | 0.072         |
| Trois structures centrales de planification réhabilitées.   | 2/3 structures centrales (DEP EPSP et ESU) réhabilitées et réceptionnées ; une direction réhabilitée et réceptionnée au MAS (Direction d'Education Non Formelle) | 3                            | 3   | 0.09          |
| Formations à l'étranger (5 cadres en planification de la formation des adultes, 4 cadres en gestion des projets, 7 cadres envoyés en stage de longue durée en planification,  | Formations réalisées : 5 cadres dont 2 femmes de la DAEA/MAS formés en planification de la formation des adultes ; 4 cadres de l'ESU dont                        | 3                            | 8   | 0.24          |

|  |  |   |      |          |
|--|--|---|------|----------|
| statistique et gestion)  | 1 femme formés en gestion de projet ; 07 cadres dont 2 femmes ont bénéficié d'un stage de formation en planification, statistique et gestion (longue durée)  |   |      |          |
| Formations locales : 70 cadres en informatique, 36 cadres en développement des projets éducatifs, 380 gestionnaires scolaires en gestion administrative et pédagogique, 40 chefs d'établissements en gestion académique ; recyclage des cadres (200 alphabétiseurs de la DAEA/MAS ; formation de 600 inspecteurs de l'EPSP et 11000 enseignants) | Formations locales des cadres réalisées (70 cadres en informatique, 54 cadres en développement des projets, 412 dont 18 femmes en gestion administrative et pédagogique, 40 chefs d'établissement dont 4 femmes en gestion académique) ; recyclage réalisé (125 alphabétiseurs formés dont 35 femmes). Parmi les 125 formés, 20 sont formateurs ayant reçu la mission de dupliquer et disséminer, les modules de formation ont été distribués dans toutes les provinces ; 332 inspecteurs formés dont 8 femmes ; 625 enseignants recyclés comme formateurs ; des supports CD ont été produits et envoyés sur tout le territoire national pour la duplication de la formation à l'échelle nationale | 3 | 2,5  | 0.075    |
| <b>Composante 4 : Gestion</b>  |  |   |      |          |
| 1 Véhicule, équipements informatiques et bureautique octroyés à l'UEP/BAD/BCeCo, membres du personnel formés, les audits annuels réalisés  | 1 /1 véhicule octroyé, équipements octroyés; 2/2 membres du personnel formés ; 5/5 audits annuels réalisés   | 3 | 8,60 | 0.25     |
| NOTE GENERALE DES RESULTATS [correspond à la somme des notes pondérées]  |  |   |      | <b>3</b> |

|  |   |
|--|---|
|  | Cochez ici pour ignorer la note auto calculée |
| Donner les raisons pour lesquelles la note auto calculée a été ignorée |   |
| Inscrire la nouvelle note ou réinscrire la note autocalculée           |   |

## II. REALISATIONS / EFFETS OBTENUS

**1. En utilisant les données disponibles sur le suivi, évaluer la réalisation des rendements attendus. Importer les rendements attendus du cadre logique présenté dans la Section C. Attribuer une note pour le degré de réalisation des rendements attendus. La note générale des rendements sera automatiquement calculée et correspondra à la moyenne des notes de l'évaluation. Ignorer la note automatiquement calculée, si vous le souhaitez, et justifier.**

|                   |                             |
|-------------------|-----------------------------|
| <b>RENDEMENTS</b> | <b>Note de l'évaluation</b> |
|-------------------|-----------------------------|

| Prévisions   | Réalisations  |   |
|--|---|---|
| <b>Composante 1 : Appui à l'élaboration des politiques et stratégies sectorielles</b>  |   |   |
| Utilisation de 5 études thématiques en vue de l'élaboration des politiques et stratégies sous sectorielles. (EPSP, ESU, MAS)   | Les études thématiques sur l'adéquation de l'enseignement technique et professionnel aux besoins du marché, sur la problématique des enfants et jeunes en situation difficile et sur le développement de l'enseignement privé ont servi de référence pour l'élaboration de la stratégie de l'EPSP ; l'étude sur la faisabilité et la mise en place des nouvelles structures du PADEM sert de référence pour l'élaboration de la stratégie de l'ESU qui est en cours. Aussi, l'étude sur la problématique des enfants et jeunes en situation difficile et leur réinsertion scolaire et professionnelle a servi de base pour l'élaboration de la politique nationale d'insertion scolaire des enfants et jeunes en situation difficile par le Ministère des affaires sociales. L'utilisation de l'étude sur « l'utilisation des technologies modernes de l'information et de la communication pour le renforcement de la formation et du personnel d'encadrement pédagogique dans le contexte de la décentralisation » n'est pas encore effective | 3 |
| <b>Composante 2 : Système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE)</b>  |   |   |
| Utilisation des statistiques éducatives dans la planification et la gestion du système éducatif par le Gouvernement et les partenaires au développement  | Après plusieurs années de carence des statistiques, le système éducatif congolais dispose à ce jour des annuaires statistiques de tous les sous secteurs de l'éducation. Ces annuaires sont utilisés par le Gouvernement et tous les partenaires au développement dans la planification et la gestion du système éducatif. Par ailleurs, le résultat de la mise en place du SIGE devrait aller bien au delà de la production des annuaires statistiques et mettre en place un système informatisé décentralisé des statistiques du secteur de l'éducation. Le système mis en place n'est pas encore décentralisé.   | 3 |
| Accroissement des compétences des cadres des ministères dans la collecte, analyse et utilisation des données statistiques de l'éducation   | La collecte et l'analyse des données statistiques de l'éducation sont réalisées par les cadres congolais au moyen du système mis en place par le projet.  | 3 |
| Les ministères bénéficiaires du projet disposent des outils et équipements adéquats pour la production des données statistiques du secteur de l'éducation.   | La production des données statistiques est effectuée au moyen du système et des outils mis en place par le projet. Ce système est logé au sein de la cellule technique des statistiques de l'éducation.   | 3 |
| <b>Composante 3 : Renforcement des capacités de planification, formation et gestion pédagogique</b>  |   |   |
| L'environnement du travail amélioré au sein des structures centrales de planification des ministères concernés ; amélioration des capacités de planification, de formation et de gestion pédagogique | Le Gouvernement dispose d'un système informatisé de planification, formation et gestion pédagogique fonctionnel ; les structures centrales ont des bureaux opérationnels, équipés en matériel informatique et mobiliers de bureau ; la gestion administrative et technique est informatisée   | 3 |
| Amélioration de la qualité des services rendus par l'IGE et le SECOPE (contrôle pédagogique et système de paie)  | L'IGE et le SECOPE ont été restructurés et la qualité de leurs services améliorée.  | 3 |
| Utilisation des compétences acquises à l'étranger et   | Sur les 6 cadres envoyés en formation de longue durée (9 mois), 5 ne sont pas revenus. Le taux de déperdition étant élevé, les  | 1 |

|   |   |            |
|---|---|------------|
| amélioration des capacités de planification et de gestion dans le secteur éducatif congolais.   | compétences ne sont pas mises à profit du pays  |            |
| Utilisation des compétences acquises localement et amélioration des capacités de planification et de gestion dans le secteur éducatif congolais.  | Les capacités de planification et de gestion du système éducatif sont accrues et améliorées   | 3          |
| Utilisation des compétences acquises et amélioration de la capacité d'alphabétisation et de capacité pédagogiques                                 | Le Ministère des Affaires Sociales initie un programme amélioré d'alphabétisation ; le contrôle pédagogique au sein du Ministère de l'EPSP s'est accru et s'est amélioré ; les capacités pédagogiques sont améliorées à l'EPSP.   | 3          |
| <b>Composante 4 : Gestion</b>   |   |            |
| Capacité de gestion du projet ; amélioration de la gestion financière du projet ; dispositifs de coordination et de suivi et évaluation du projet | La performance de la cellule d'exécution s'est accrue tout au long de la mise en œuvre du projet ; le projet a été bien géré financièrement, les recommandations des audits ont été appliquées en dépit des retards enregistrés dans leur mise en application et dans l'élaboration de l'audit 2008 ; le dispositif de suivi et évaluation mis en place (comité de pilotage, points focaux des trois ministères de l'éducation) a permis de mieux coordonner les activités du projet en dépit du nombre d'institution intervenant dans le projet. Il a été noté par ailleurs une faible fréquence dans la tenue des réunions du comité de pilotage (une moyenne annuelle de 1 réunion au lieu de 2) | 3          |
| <b>NOTE GENERALE DES RENDEMENTS</b><br>[Correspond à la moyenne des notes de l'évaluation]  |   | <b>2.8</b> |

|   |  |
|---|--|
|   | <input type="checkbox"/> Cochez ici pour ignorer la note auto calculée |
| <b>Donner les raisons pour lesquelles la note auto calculée a été ignorée</b> |  |
| Inscrire la nouvelle note ou réinscrire la note autocalculée                  |  |

|   |
|---|
| <b>2. <u>Autres rendements:</u> Commenter les rendements additionnels non prévus dans le cadre logique, et qui portent notamment sur les questions transversales (genre, par exemple).</b>  |
| Toutes les études sectorielles prévues (notamment celles relatives à l'éducation des enfants en situation difficile et celle relative à la question de l'adéquation de l'enseignement technique et professionnel aux besoins du marché) ont accordé une attention particulière aux spécificités des jeunes filles, la dimension genre a été prise en compte dans l'élaboration des stratégies sous sectorielles. Les statistiques produites ont également été désagrégée par genre de manière, entre autres, à établir une situation de référence qui orienter des politiques relatives à la scolarisation de la jeunes fille. Les formations des cadres, des inspecteurs et enseignants ont également ciblé les femmes.                                  |
| <b>3. <u>Menaces qui pèsent sur la viabilité des rendements obtenus.</u> Souligner les facteurs qui affectent, ou pourraient affecter les rendements du projet à long terme ou leur viabilité. Mentionner toute nouvelle activité ou changement institutionnel éventuellement recommandé pour assurer la viabilité des rendements. L'analyse devra s'inspirer de l'analyse de sensibilité de l'annexe 3, si pertinent.</b>  |
| Le principal facteur qui pourrait affecter la viabilité du projet à long terme c'est la non pérennité du SIGE qui pourrait découler de la non prise en charge de la Cellule Technique des Statistiques Scolaires (CTSE) par le Gouvernement. La rupture de la production des annuaires statistiques qui pourrait en être la conséquence anéantira tous les efforts de planification et de gestion du système éducatif. Le Gouvernement a prévu la prise en charge du SIGE dans le Budget de l'Etat pour l'année 2011 mais l'inquiétude exprimée par le partenaire et même par le Ministère de l'EPSP qui a présidé le comité de pilotage du projet et qui a été consulté par la mission du RAP à cet effet, demeure dans l'exécution effective du Budget. |

## E. CONCEPTION ET ETAT DE PREPARATION A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

1. Indiquer dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur se sont assurés que le projet tienne compte de la capacité de l'emprunteur à le mettre en œuvre, en assurant sa bonne conception et en mettant en place le dispositif requis pour l'exécution.

Analyser tous les aspects liés à la conception du projet. Les questions liées à la conception sont les suivantes: dans quelle mesure la conception du projet a-t-elle tenu compte des leçons tirées de précédents RAP dans le secteur ou dans le pays (citer quelques RAP clés); le projet repose-t-il sur de sérieuses études analytiques (citer quelques documents clés);

dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur ont-ils convenablement évalué la capacité des organes d'exécution et de la cellule d'exécution du projet; degré de consultations et de partenariats, justification économique du projet et les dispositions prises en matière d'assistance technique.

**[250 mots au plus. Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]**

Le projet PASE repose sur des études analytiques telles que le MICS2/2001, les Etats généraux de l'éducation 1996, le plan décennal 1999-2008, mission d'identification et de dialogue sur les secteurs sociaux réalisée en RDC en novembre 2002, les statistiques intégrales sur le système éducatif de 1996.

L'unité d'exécution du projet est l'UEP au sein du Bureau Central de Coordination « BCCo » qui est un service public dotée d'une autonomie de gestion administrative et financière et née du souci du gouvernement en concertation avec ses partenaires au développement pour améliorer l'efficacité des ressources extérieures face à la faiblesse des capacités nationales. Il est sous la tutelle du Ministère des Finances et gère divers projets financés par des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux dont la Banque Mondiale dans le cadre du PMURR.

Le BCCo dispose des manuels des procédures et a la capacité de travailler selon les procédures spécifiques à tout autre bailleur de fonds. Dans le cadre de ce projet, les règles de procédures appliquées furent celles de la Banque.

La mise en œuvre opérationnelle du PASE a été sous la responsabilité politique du Comité Technique de Suivi « CTS », dont la présidence a été assurée par le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel. Tandis que la liaison sur le plan technique entre l'UEP et les ministères est assurée par trois points focaux désignés par les ministères bénéficiaires. La mise en œuvre des composantes 2 et 3 du projet a été confiée à l'UNESCO entente directe.

2. Pour chaque dimension de la conception et de l'état de préparation à la mise en œuvre du projet, présenter une brève évaluation (deux phrases au plus). Attribuer une note d'évaluation en utilisant l'échelle de notation figurant à l'appendice 1.

| ASPECTS LIES A LA CONCEPTION ET A L'ETAT DE PREPARATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET |  | EVALUATION   | Note de l'évaluation |
|---|--|--|----------------------|
| REALISME  | a) Du fait de sa complexité, le projet est sous-tendu par une analyse de la capacité du pays et de son engagement politique. | La conception du projet est, de manière générale, en adéquation avec la capacité du pays et son engagement politique. Cependant, la capacité du Pays à assurer la pérennisation du SIGE à la clôture du projet n'a pas été profondément analysée.  | 3                    |
| EVALUATION DU RISQUE ET ATTENUATION   | b) La conception du projet tient suffisamment compte de l'analyse des risques.   | Les risques ont été bien identifiés sauf ceux relatifs à l'approche de la formation et précisément au taux de déperdition des cadres envoyés en formation de longue durée à l'étranger ainsi que les risques liés au contexte géographique du pays notamment pour la collecte des données statistiques | 3                    |
| UTILISATION DES SYSTEMES DU PAYS  | c) Les systèmes de passation des marchés, de gestion financière, de suivi et/ou autres sont                                  | L'unité d'exécution du projet est une cellule du Gouvernement créée en concertation avec les partenaires au développement et qu'utilisent déjà le Gouvernement et les partenaires (BCCo). Cependant  | 3                    |

|  |  |  |                             |                   |
|--|--|--|-----------------------------|-------------------|
|  | fondés sur des systèmes qu'utilisent déjà le gouvernement et/ou d'autres partenaires   | les règles et procédures d'acquisition appliquées sont celles des bailleurs de fonds que BCeCo utilise déjà dans les projets précédents. Le manuel de procédure de gestion financière et comptable appliqué est celui de l'UEP/BCECO |                             |                   |
|  |  |  | <b>Note de l'évaluation</b> |                   |
|  |  |  | <b>Banque</b>               | <b>Emprunteur</b> |
| CLARTE                                 | d) Les responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du projet sont clairement définies.   | Les responsabilités ont été clairement définies entre les partenaires de mise en œuvre, les intermédiaires et les bénéficiaires ce qui avait permis à chacun de jouer son rôle.  | 4                           | 4                 |
| PREPARATION A LA PASSATION DES MARCHES | e) Les documents requis pour l'exécution (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation. | Tous les documents ont été apprêtés à l'évaluation.  | 4                           | 4                 |
| PREPARATION AU SUIVI                   | f) Les indicateurs et le plan de suivi sont adoptés.   | Le système de suivi était mis en place de façon formelle et les indicateurs de suivi-évaluation ont été convenus   | 4                           | 4                 |
| DONNEES DE REFERENCE                   | h) La collecte des données de référence est achevée ou en cours.   | La collecte des données a été achevée  | 4                           | 4                 |

## F. MISE EN ŒUVRE

**1. Donner les principales caractéristiques de l'exécution du projet quant aux aspects suivants: respect des calendriers, qualité des constructions et autres travaux, performance des consultants, efficacité de la supervision par la Banque et efficacité de la surveillance par l'emprunteur. Déterminer dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur ont veillé au respect des mesures de sauvegarde.**

**[300 mots au plus. [Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présentée à l'annexe 6 intitulée : Description du projet]**

Le projet a été mis en vigueur avec un retard de 6 mois et a connu une prorogation sur une période de 6 mois également. La Banque a décaissé 89,26% des ressources du don et le solde (561 878,45 UC) est éligible à l'annulation. Le Gouvernement a décaissé 80% des ressources de la contrepartie. Le projet a fourni tous les équipements, matériels et mobiliers, formé les ressources humaines et effectué quelques réhabilitations. Les bénéficiaires ont estimé que la qualité des réhabilitations est satisfaisante. La performance des consultants chargés des études thématiques et des audits est satisfaisante. La Banque a effectué 9 missions de supervision, soit une moyenne de 2 par an. La performance de la Banque est satisfaisante. Le projet connaît un taux d'exécution physique global estimé à 98,25%. La performance de l'Emprunteur est satisfaisante. Le gouvernement a du moins déploré l'annulation du solde sur le don au regard d'énormes besoins en ressources. Aussi, les travaux réalisés n'ont pas eu d'impact négatif sur l'environnement.

**2. Commenter le rôle des autres partenaires (bailleurs de fonds, ONG, entreprises, etc.). Evaluer l'efficacité des**

**modalités de cofinancement et de la coordination des bailleurs de fonds, le cas échéant.**

Les programmes de mise en œuvre du projet étaient régulièrement discutés dans des réunions du comité de concertation des partenaires techniques et financiers du secteur de l'éducation et du « Groupe Thématique Education ». Il s'agit notamment des chronogrammes des campagnes statistiques, des formations et des résultats obtenus notamment les différentes études thématiques qui ont fait l'objet de validation par les partenaires. C'est dans ce cadre que l'élaboration des stratégies sous sectorielles a été prise en charge par un autre partenaire tout en servant des études thématiques financées par le PASE comme documents de référence.

**3. Harmonisation. Indiquer si la Banque s'est explicitement employée à harmoniser les instruments, systèmes et/ou approches avec les autres partenaires.**

La Banque a pris part aux travaux du Groupe Thématique de l'Education et aux réunions du comité de concertation des bailleurs. Lors de ces réunions, les approches des études thématiques, de formation et de collecte des données étaient discutées et validées. Les rapports d'étude ont également été validés et sont utilisées par d'autres partenaires comme instruments de base pour l'élaboration des stratégies et politiques sectorielles, voire pour la préparation d'autres projets dans le secteur.

**4. Pour chaque aspect de la mise en œuvre du projet, indiquer dans quelle mesure le projet a atteint les objectifs ci-après. Présenter une évaluation succincte (deux phrases au plus) et attribuer une note d'évaluation, en utilisant l'échelle de notation figurant à l'appendice 1.**

| ASPECTS LIES A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET |  | EVALUATION  |   | Note de l'évaluation |
|---|--|---|---|----------------------|
| RESPECT DU CALENDRIER                     | a) degré de respect de la date prévue de clôture. Si l'écart à droite est:   | Ecart en mois entre la date prévue de clôture et la date effective de clôture   |   | 4                    |
|   | inférieur à 12, notation 4<br>entre 12 et 24, notation 3<br>entre 24 et 36, notation 2<br>supérieur à 36, notation 1   | 6 mois  |   |                      |
| PERFORMANCE DE LA BANQUE                  | b) Conformité de la Banque aux :   |   |   |                      |
|   | Mesures de protection environnementale   | Les activités menées dans le cadre de ce projet n'ont pas entraîné des perturbations significatives sur l'environnement   |   | 4                    |
|   | Dispositions fiduciaires   | La Banque a communiqué, dans le délai, les recommandations des audits à l'exception de l'audit 2008 pour lequel la transmission des recommandations a connu un retard. Les audits n'ont pas relevé d'anomalies dans la gestion et l'utilisation des ressources. La Banque a effectué le suivi de la mise en œuvre de ces recommandations. Les dossiers d'acquisition ont fait objet d'un traitement diligent et un système de suivi des dossiers en instance a été mis en place. Les dossiers de demande de décaissement ont également été traités dans le délai. |   | 3                    |
| Accords conclus dans le cadre du projet   | Les conditions préalables à l'entrée en vigueur et au premier décaissement du don ont été satisfaites et le premier décaissement a eu lieu en mars 2005. Pour ce qui concerne « l'autre condition » constituant aussi un engagement dans le protocole d'accord, les dispositions ont été prises au niveau des ministères sectoriels pour inscrire au budget de |   | 3 |                      |

|                                    |  |  |   |
|------------------------------------|--|--|---|
|                                    |  | l'Etat (à compter de l'exercice 2010) les ressources nécessaires au maintien du SIGE. Cette inscription au budget prévu pour 2009 a donc connu un glissement suite aux difficultés financières, selon les raisons avancées par le Gouvernement. Aussi, au regard de la faible exécution du budget alloué à l'éducation, la pérennisation du SIGE est encore à questionner. La capacité de l'Etat à assurer la pérennisation du SIGE à la clôture du projet n'a pas été profondément analysée.  |   |
|                                    | c) La supervision de la Banque a été satisfaisante en termes de dosage des compétences et de praticabilité des solutions.          | Les missions de supervision se sont déroulées suivant une fréquence régulière (2 fois l'an) à la satisfaction de la Banque et du Gouvernement. Il faut noter par ailleurs qu'une des missions de supervision s'est effectuée avec un retard d'un mois c'est-à-dire au delà du délai de 6 mois recommandé par la Banque. Les cadres des ministères sectoriels et de BCeCo ainsi que les partenaires techniques et financiers y étaient suffisamment impliqués. En plus des supervisions, le Bureau de Représentation de la Banque a effectué régulièrement des missions de suivi en vue de la mise en application des recommandations des supervisions et des audits. | 3 |
|                                    | d) La surveillance de la gestion du projet par la Banque a été satisfaisante.  | La surveillance de la gestion a été effective. La Banque s'est régulièrement assurée de l'application des règles et procédures d'acquisition. Elle a transmis ses avis et recommandations sur les audits et s'est assuré de leur application. Les recommandations relatives à l'audit 2008 ont par ailleurs été transmises en retard, la Banque s'est tout de même assuré de leur mise en application.   | 3 |
| <b>PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR</b> | e) L'emprunteur s'est conformé aux:  |  |   |
|                                    | Mesures de protection environnementale   | Les activités menées dans le cadre de ce projet n'ont pas entraîné des perturbations significatives sur l'environnement.   | 4 |
|                                    | Dispositions fiduciaires   | Conformément à son engagement l'Emprunteur a procédé au recrutement des cabinets d'audit en vue procéder annuellement à l'audit des comptes du projet. Néanmoins, quelques retards ont été signalés dans la réalisation des audits et la mise en application des recommandations.  | 3 |
|                                    | Accords conclus dans le cadre du projet  | Le projet a accusé des retards dans la libération de la contrepartie gouvernementale. Aussi, l'inscription au budget de l'Etat prévu pour 2009 quant aux ressources relatives à la pérennisation du SIGE a été faite en 2010.  | 2 |
|                                    | f) L'emprunteur a été attentif aux conclusions et recommandations formulées de la Banque dans le cadre de sa supervision du projet | Les missions de supervision ont noté la lenteur du côté de l'Emprunteur dans la mise en application de certaines recommandations des missions de supervision et de suivi. Aussi, les rapports d'activités ont été produits et transmis à la Banque jusqu'au premier trimestre 2010.  | 3 |
|                                    | g) L'emprunteur a collecté et utilisé, pour les prises de décisions, les   | La cellule d'exécution du projet a communiqué régulièrement des informations au comité de pilotage. Ce dernier dirigé par le Ministre de l'EPSP s'est servi des informations fournies pour des prises de décision. Par ailleurs, il a été noté que le  | 3 |

|  |  |   |  |
|--|--|---|--|
|  | informations tirées du processus de suivi. | Comité de pilotage s'est réuni sur une faible fréquence (en moyenne une réunion sur 2 par an au lieu de 2/2). |  |
|--|--|---|--|

## G. ACHEVEMENT

| 1. Le PAR a-t-il été fourni à temps, conformément à la Politique de la Banque?   |                                    |                    |  |
|--|------------------------------------|--------------------|--|
| Date de réalisation de 98% de décaissement (ou date de clôture, si applicable)   | Date PAR été envoyé à pcr@afdb.org | Ecart en mois      | NOTE DE L'EVALUATION (générateur automatique)<br>Si l'écart est égal ou inférieur à 6 mois, la note est de 4. Si l'écart est supérieur à 6 mois, la note est de 1. |
| 30 JUIN 2010   |                                    | Inférieur à 6 mois | 4  |
| <p><b>Décrire brièvement le processus RAP. Décrire la manière dont l'emprunteur et les cobailleurs ont participé à l'établissement du document. Souligner toute incohérence dans les évaluations présentées dans le présent RAP. Donner la composition de l'équipe et confirmer si une visite approfondie a été effectuée. Mentionner toute collaboration substantielle avec d'autres partenaires au développement. Indiquer dans quelle mesure le bureau de la Banque dans le pays s'est impliqué dans l'établissement du présent rapport. Indiquer si les commentaires de la revue des pairs ont été fournis à temps (indiquer les noms et les titres des pairs de revue).</b></p> <p><b>[150 mots au plus]</b></p>  |                                    |                    |  |
| <p>La préparation de la mission d'achèvement a été initiée lors de la dernière supervision du projet réalisée en juillet par CDFO. Cette mission qui a effectué une revue générale du projet, a abordé toutes les questions transversales (acquisitions et gestion financière) grâce à la participation de l'Analyste financier et du Chargé d'acquisition de CDFO ; elle a annoncé les objectifs du RAP, préparé des documents essentiels, échangé sur le format du RAP ainsi que la méthodologie et la proposition du programme de travail. Lors des discussions, le Gouvernement et la Banque ont convenu de recruter deux consultants (un spécialiste en suivi et évaluation et un spécialiste en formation et pédagogie appliquée) pour la composition de l'équipe du RAP coordonnée par l'Expert en développement social de CDFO. La mission a eu des séances de travail avec toutes les structures des ministères bénéficiaires, un groupe d'inspecteurs et d'enseignants, les points focaux des ministères, les partenaires clés du secteur, le Ministre de l'EPSP (Président du comité de pilotage). Aussi, la mission a effectué des visites des structures réhabilitées et équipées. Un atelier de restitution et de validation du RAP a été organisé à CDFO avec la participation du Gouvernement et des PTFs. Après une revue interne à CDFO, la revue du RAP a été faite par : MM Etienne PORGO (Lead Education Officer OSHD 2), MOHAMED CHAKROUN (Expert en Santé OSHD 3), Ali EYEGHE (Socio économiste OSHD 1), ILBOUDO SALAMATA (Expert en Education OSHD 2), BAH MAMADOU (Expert en Education OSHD 2) qui ont fourni leurs commentaires dans le délai.</p> |                                    |                    |  |

## H. LECONS TIREES DE L'EVALUATION

Résumer les principales leçons que la Banque et l'emprunteur peuvent éventuellement tirer des rendements du projet.

[300 mots au plus. Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]

- L'approche sectorielle portant sur la participation de toutes les directions centrales de l'éducation à la mise en œuvre du projet a facilité son exécution. Le dispositif de suivi et évaluation mis en place avec la désignation des points focaux des trois ministères techniques de l'éducation et travaillant en étroite collaboration avec la cellule d'exécution constitue un facteur de succès dans la coordination, la mise en œuvre et l'appropriation du projet
- L'échange d'informations sur les activités du projet avec tous les partenaires techniques et financiers à travers les réunions de concertation (Comité de concertation des bailleurs et Groupe thématique éducation) facilite l'implication des partenaires et une meilleure coordination des activités. Cependant la mise en place d'un comité de pilotage sectoriel certes non prévu dans la mise en œuvre du projet aurait contribué à l'amélioration de la coordination des opérations dans le secteur. Dans les opérations futures, la BAD et les autres partenaires gagneront à appuyer la mise en place d'un comité de pilotage sectoriel pour tous les projets du secteur de l'éducation. Il en résultera une meilleure coordination
- Le choix sélectif porté sur les activités essentielles et la non dispersion des sites d'intervention a favorisé la bonne coordination et éviter des longs glissements sur le calendrier d'exécution.
- La décentralisation des services techniques des agences du système des Nations Unies (UNESCO pour le cas du projet) utilisés comme partenaires permet d'accélérer la mise en œuvre du projet (cette décentralisation au niveau des bureaux- pays devra être complète à savoir technique et financière).
- La participation active du Bureau de Représentation dans les réunions de concertations avec les partenaires a favorisé la visibilité des actions de la Banque ainsi que son positionnement comme partenaire clé dans le secteur de l'éducation.
- La permanence du task manager dans toutes les phases du cycle du projet et la collaboration avec l'interface du Bureau de Représentation ont permis une meilleure supervision du projet.
- L'implication du Bureau de Représentation notamment la réalisation des missions de suivi, des réunions trimestrielles de coordination et le traitement des dossiers de décaissement a favorisé la bonne exécution des activités du projet.
- L'approche de la formation de longue durée à l'étranger devra nécessiter des mesures d'encadrement efficace en vue d'éviter la déperdition des cadres. Parmi ces mesures, il y a lieu de penser aux facteurs de motivation et de rétention à convenir avec le Gouvernement par exemple des primes de performance dues à la mise en application de la formation reçue.

## I. RESUME DES NOTES OBTENUES PAR LE PROJET

Toutes les notes de l'évaluation sont automatiquement calculées par l'ordinateur à partir de la section pertinente du RAP

| CRITERES                 | SOUS-CRITERES   | Note de l'évaluation |
|--------------------------|---|----------------------|
| RENDEMENT DU PROJET      | Réalisation des résultats   | 3                    |
|                          | Réalisation des rendements  | 3                    |
|                          | Respect du calendrier   | 3                    |
|                          | <b>NOTE GENERALE DES RENDEMENTS DU PROJET</b>                                       | <b>3</b>             |
| PERFORMANCE DE LA BANQUE |   |                      |
|                          | Les objectifs du projet sont pertinents pour les priorités de développement du pays | 4                    |

|                                    |  |            |
|------------------------------------|--|------------|
|                                    | Les objectifs du projet sont réalisables au regard des contributions au projet et du calendrier prévisionnel   | 3          |
|                                    | Les objectifs du projet sont conformes à la stratégie nationale ou régionale de la Banque  | 4          |
|                                    | Les objectifs du projet sont conformes aux priorités générales de la Banque  | 4          |
|                                    | Le cadre logique prévoit un enchaînement causal logique pour la réalisation des objectifs de développement du projet.  | 3          |
|                                    | Les objectifs et les rendements, ainsi qu'ils sont présentés dans le cadre logique, sont mesurables et quantifiables   | 2          |
|                                    | Le cadre logique présente les risques et les hypothèses clés   | 2          |
|                                    | La capacité et l'engagement politique du pays sont à la hauteur de la complexité du projet   | 3          |
|                                    | La conception du projet contient une analyse satisfaisante des risques   | 3          |
|                                    | Les systèmes de passation des marchés, de gestion financière, de suivi et/ou autres processus sont fondés sur les systèmes qu'utilisent déjà le gouvernement et/ou d'autres partenaires. | 3          |
|                                    | Les responsabilités en ce qui concerne l'exécution du projet sont clairement définies  | 4          |
|                                    | Les documents requis pour la mise en œuvre (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation                        | 4          |
|                                    | Les indicateurs de suivi et le plan de suivi sont adoptés  | 4          |
|                                    | La collecte des données de référence est achevée ou en cours   | 4          |
|                                    | <b>NOTE PARTIELLE DE LA CONCEPTION ET DE L'ETAT DE PREPARATION DU PROJET</b>   | <b>3.3</b> |
|                                    | <b>Supervision:</b>  |            |
|                                    | Conformité de la Banque aux :  |            |
|                                    | Mesures de protection environnementale   | 4          |
|                                    | Dispositions fiduciaires   | 3          |
|                                    | Accords conclus dans le cadre du projet  | 3          |
|                                    | La qualité de la supervision de la Banque a été satisfaisante en termes de dosage des compétences et de praticabilité des solutions  | 3          |
|                                    | La surveillance de la gestion du projet par la Banque a été satisfaisante  | 3          |
|                                    | Le PAR a été fourni à temps  | 4          |
|                                    | <b>NOTE PARTIELLE DE LA SUPERVISION</b>  | <b>3.3</b> |
|                                    | <b>NOTE GENERALE DE LA PERFORMANCE DE LA BANQUE</b>  | <b>3.3</b> |
| <b>PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR</b> | Les responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du projet sont clairement définies   | 4          |
|                                    | Les documents requis pour la mise en œuvre (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation                        | 4          |
|                                    | Les indicateurs de suivi et le plan de suivi sont approuvés; la collecte des données de base est achevée ou en cours   | 4          |
|                                    | <b>NOTE DE LA CONCEPTION DU PROJET ET DE SON ETAT DE PREPARATION</b>   | <b>4</b>   |
|                                    | <b>Mise en œuvre</b>   |            |
|                                    | L'emprunteur s'est conformé aux:   |            |
|                                    | Mesures de protection environnementale   | 4          |
|                                    | Dispositions fiduciaires   | 3          |
|                                    | Accords conclus dans le cadre du projet  | 2          |
|                                    | L'emprunteur a été attentif aux conclusions et recommandations formulées par la Banque dans le cadre de sa supervision du projet   | 3          |
|                                    | L'emprunteur fonde ses décisions sur les informations tirées du suivi  | 3          |
|                                    | <b>NOTE PARTIELLE DE LA MISE EN ŒUVRE</b>  | <b>3</b>   |

## J. TRAITEMENT

| ETAPE                                      | SIGNATURE ET OBSERVATIONS | DATE          |
|--|---------------------------|---------------|
| Vérifié par le Chef de Division du Secteur | B. SAVADOGO               | Décembre 2010 |
| Vérifié par le Directeur Régional          | J. M. GHARBI              | 9/02/2011     |
| Approuvé par le Directeur Sectoriel        | A. SOUCAT                 | 17/02/2011    |

# APPENDICE 1

## Echelle de notation et correspondances

| NOTE | EXPLICATION   |
|------|---|
| 4    | <b>Très satisfaisant</b><br>Réalisation parfaite, aucune faille                             |
| 3    | <b>Satisfaisant</b><br>La majorité des objectifs sont atteints en dépit de quelques lacunes |
| 2    | <b>Moyen</b><br>Projet partiellement abouti. Presque autant de résultats que de lacunes     |
| 1    | <b>Médiocre</b><br>Très peu de réalisations et de graves lacunes                            |
| NA   | Sans objet  |

N.B.: Les formules sont arrondies à la décimale supérieure ou inférieure. Pour les calculs, seuls des nombres entiers sont retenus.

# **LISTE DES ANNEXES**

- 1. COUTS DU PROJET ET FINANCEMENT**
  - A. Coûts du projet par composante**
  - B. Ressources par source de financement**
- 2. CONTRIBUTIONS DE LA BANQUE**
- 3. PREPARATION DU RAP-PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA MISSION**
- 4. ANALYSE ECONOMIQUE ET FINANCIERE**
- 5. LISTE DES DOCUMENTS JUSTIFICATIFS**
- 6. DESCRIPTION DU PROJET**

## ANNEXE 1 : COUTS DU PROJET ET FINANCEMENT

### A) COUTS DU PROJET PAR COMPOSANTE (en UC)

| Composantes  | FAD         |             | Gouvernement |            | Total       |             |             | % Composantes |
|--|-------------|-------------|--------------|------------|-------------|-------------|-------------|---------------|
|  | Total       | %           | ML           | %          | Devises     | ML          | Total       |               |
| 1. Appui aux réformes sectorielles   | 0.58        | 99.3        | 0.00         | 0.7        | 0.52        | 0.06        | 0.58        | 10.6          |
| 2. Mise en place d'un système d'information pour la gestion de l'éducation                         | 1.69        | 97.6        | 0.04         | 2.4        | 1.55        | 0.18        | 1.73        | 31.4          |
| 3. Renforcement des capacités institutionnelles de planification, formation et gestion pédagogique | 2.35        | 91.3        | 0.22         | 8.7        | 2.29        | 0.29        | 2.57        | 46.7          |
| 4. Gestion du projet   | 0.62        | 98.8        | 0.01         | 1.2        | 0.24        | 0.39        | 0.62        | 11.3          |
| <b>Coût total du projet</b>  | <b>5.23</b> | <b>95.0</b> | <b>0.28</b>  | <b>5.0</b> | <b>4.59</b> | <b>0.91</b> | <b>5.50</b> | <b>100.0</b>  |

### B) COUT DU PROJET PAR SOURCE DE FINANCEMENT

| Catégories de dépenses      | FAD         |             | Gouvernement |            | Total       |             |             | % Catégories |
|-----------------------------|-------------|-------------|--------------|------------|-------------|-------------|-------------|--------------|
|                             | Total       | %           | ML           | %          | Devises     | ML          | Total       |              |
| A. Biens                    | 0.90        | 97.9        | 0.02         | 2.1        | 0.87        | 0.05        | 0.92        | 16.8         |
| B. Services                 | 3.81        | 94.9        | 0.21         | 5.1        | 3.56        | 0.45        | 4.01        | 72.9         |
| C. Travaux                  | 0.07        | 62.5        | 0.04         | 37.5       | 0.07        | 0.04        | 0.12        | 2.1          |
| D. Fonctionnement           | 0.44        | 98.3        | 0.01         | 1.7        | 0.08        | 0.37        | 0.45        | 8.2          |
| <b>Coût total du projet</b> | <b>5.23</b> | <b>95.0</b> | <b>0.28</b>  | <b>5.0</b> | <b>4.59</b> | <b>0.91</b> | <b>5.50</b> | <b>100.0</b> |

## ANNEXE 2 : CONTRIBUTIONS DE LA BANQUE

| Désignation            | Nom                    | Profil   |
|------------------------|------------------------|--|
| Préparation/Evaluation | CORBIN MICHEL GUEDEGBE | Spécialiste en Education                                     |
|                        | NADJI SAFIR            | Chef de Division   |
| Supervision            | CORBIN MICHEL GUEDEGBE | Spécialiste en Education                                     |
|                        | PHILIPPE NGWALA        | Expert en Développement Social                               |
|                        | DANIEL MARINI          | Chargé des Acquisitions                                      |
|                        | VURCE LOSSOMBOT        | Expert en Analyse Financière                                 |
| Achèvement             | PHILIPPE NGWALA        | Expert en Développement Social                               |
|                        | CLOTILDE BAWOTA        | Consultante, Spécialiste en Suivi et évaluation              |
|                        | PIERRE MBAMBI MAZEBO   | Consultant, Spécialiste en formation et pédagogie appliquée. |

## ANNEXE 3 : PREPARATION DU RAP –PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA MISSION

| DATE       | ACTIVITES  | LIEU                           |
|------------|--|--------------------------------|
| 7 /10/2010 | Echange sur la méthodologie du RAP   | CDFO/Kinshasa                  |
| 08/10/2010 | Validation des outils de collecte d'information  | Bceco/Kinshasa                 |
| 09/10/2010 | Collecte des documents de base et revue documentaire   | Bceco/Kinshasa                 |
| 11/10/2010 | Séance de travail avec l'équipe de l'UEP-BAD   | Bceco/ Kinshasa                |
| 12/10/2010 | Séance de travail avec le staff de l'UNESCO  | UNESCO/Kinshasa                |
| 13/10/2010 | Séance de travail avec le staff IGE, visite du site de stockage des modules  | IGE/Kinshasa                   |
|            | Séance de travail avec la DEP/MEPSP, visite des bureaux réhabilités, vérification des acquisitions (équipement et mobilier de bureau, véhicule)                              | DEP MEPSP/Kinshasa             |
| 14/10/2010 | Séance de travail avec l'équipe Education Banque Mondiale  | Banque Mondiale à Kinshasa     |
|            | Echange avec quelques fournisseurs   | Kinshasa/CDFO                  |
|            | Séance de travail avec la Direction d'Alphabétisation et de l'Education des Adultes, DAEA/MAS (Point focal), visite des bureaux réhabilités et vérification des acquisitions | Kinshasa                       |
|            | Collecte des documents à l'UNESCO  | Kinshasa                       |
| 15/10/2010 | Séance de travail avec le staff de SECOPE et visite des acquisitions   | SECOPE/ Kinshasa               |
|            | Séance de travail avec le staff de l'ESU, visite des bureaux réhabilités et des acquisitions   | ESU Kinshasa                   |
|            | Réunion avec les bénéficiaires des formations IGE  | Hôtel Invest/Kinshasa          |
| 16/10/2010 | Séance de travail avec le Chargé de passation des Marchés de l'UEP   | Bceco/Kinshasa                 |
|            | Séance de travail avec le Comptable de l'UEP/ Bad  | Bceco/Kinshasa                 |
| 18/10/2010 | Séance de travail avec le Président du Comité Technique de Suivi (CTS) du PASE   | Ministère de l'EPPSP/ Kinshasa |
|            | Synthèse des travaux   | CDFO                           |
| 19/10/2010 | Séance de restitution de validation du RAP avec les représentants des bénéficiaires du Projet et des partenaires au développement  | CDFO                           |
| 20/10/2010 | - Intégration des commentaires et observations   | CDFO                           |
|            | - Finalisation draf RAP  |                                |
| 21/10/2010 | Dépôt draft RAP  | CDFO                           |

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  |  |
|--|--|--|

## SOURCES D'INFORMATION

| N° | TITRES   |
|----|--|
| 1  | Rapport d'évaluation du Projet d'Appui au Secteur de l'Education, PASE, Février 2004 |
| 2  | Accord de Don n°2100155002057  |
| 3  | Rapport d'audit 2006, 2007, 2008, 2009   |
| 4  | Revue à mi parcours  |
| 5  | Aides mémoires des missions de supervision   |
| 6  | Annuaire statistiques de l'Education   |
| 7  | Rapports trimestriels du PASE  |
| 8  | Document de Stratégie pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté              |
| 9  | Document de Stratégie Pays (DSP) 2004-2007   |

**Introduction**

A l'évaluation, le projet n'a pas fait objet d'une analyse économique et financière. Faute de référence, à l'achèvement, les taux de rentabilité économique et financière ne pourront donc pas être calculés et comparés. L'analyse faite à l'évaluation a néanmoins abordé l'impact économique et social attendu y compris l'impact sur les femmes et la réduction de la pauvreté.

Le projet a été conçu dans un contexte de crise que connaît la RDC depuis plusieurs années. Cette crise a eu des conséquences négatives sur le développement du pays et a fortement affecté les secteurs sociaux, notamment celui de l'éducation. Le projet s'est inscrit dans un processus de reconstruction du système éducatif congolais basé sur un plan national décennal (1999-2008) élaboré par le Gouvernement et résultant d'un consensus national matérialisé par les Etats Généraux de l'Education de 1996. Les activités prévues dans le projet ont visé le renforcement des structures nationales afin de leur permettre de jouer efficacement leurs fonctions de planification, de programmation, de suivi, de formation et de gestion administrative et pédagogique du système éducatif. Aussi, les études thématiques prévues devront permettre de recueillir des informations actualisées et fiables en vue de servir de base pour la reconstruction du système éducatif à travers un processus de réforme sectorielle. Les actions du projet ont été menées à travers quatre composantes : appui à l'élaboration des réformes sectorielles, (ii) mise en place d'un système d'information pour la gestion de l'éducation, (iii) renforcement des capacités institutionnelles de planification, formation et gestion pédagogique, et (iv) gestion du projet.

De façon spécifique, les avantages issus du projet peuvent être résumés comme suit :

**Impact économique**

Le projet a permis de mettre en place un système de gestion des informations du système éducatif (SIGE). Grâce à ce système, le Pays a relancé depuis 2006, la production des statistiques éducatives. Ainsi, le projet a contribué à mettre en place les conditions institutionnelles nécessaires à une planification plus efficiente du système éducatif.

En outre, les études thématiques réalisées ont servi de base pour l'élaboration des stratégies sous sectorielles (EPSP, ESU, MAS) qui ont lancé un processus de revitalisation du système éducatif.

Etude sur la Problématique des enfants et jeunes (filles et garçons) en situation difficile et leur réinsertion scolaire et professionnelle a servi de référence pour l'élaboration de la politique nationale d'insertion scolaire des enfants et jeunes en situation difficile par le Ministère des affaires sociales. Grâce à l'étude sur l'adéquation de l'enseignement technique, professionnel aux besoins du marché, le Gouvernement a initié une politique de réforme sous sectorielle qui vise à redynamiser l'enseignement technique et la formation professionnelle par rapport aux besoins réels du marché de l'emploi. Le Gouvernement a également lancé l'élaboration de la stratégie du secteur de l'enseignement supérieur et universitaire en se servant des résultats de l'étude sur la faisabilité de la mise en place des nouvelles structures PADEM. Quant à l'étude sur le développement de l'enseignement privé et sa contribution à la réalisation des objectifs de l'EPT et des ODM, les informations produites ont été prises en compte dans l'élaboration de la stratégie de l'EPSP notamment en ce qui concerne les aspects relatifs à la contribution de l'enseignement privé à l'accès et à la qualité.

Par ailleurs, le renforcement des capacités humaines à travers la formation de longue durée et le recyclage de plus 400 cadres des structures centrales et décentralisées du MEPSP, du MESU et du MAS, le recyclage d'un noyau de 332 inspecteurs, 125 alphabétiseurs et 625 enseignants, la distribution des supports de formation dans toutes les provinces de la RDC a largement contribué à la redynamisation du système éducatif.

En somme, les activités réalisées par le projet ont un effet significatif sur l'amélioration de l'efficacité interne du système éducatif ; elles permettront à moyen et à long termes d'accroître son efficacité externe et donc son adéquation par rapport aux besoins croissants en main d'œuvre de l'économie congolaise qui dispose d'énormes potentialités.

Le projet a contribué de manière essentielle à créer les conditions favorables pour l'élargissement de l'éducation pour tous (EPT). L'état des lieux de la situation des enfants et jeunes en difficulté et des capacités nationales de leur prise en charge a permis au Gouvernement d'élaborer une politique nationale d'insertion scolaire des enfants et jeunes en situation difficile. Ainsi, en aidant la RDC à élaborer des politiques sectorielles susceptibles de faciliter son accès aux ressources nécessaires pour l'exécution de réformes ayant comme ultime objectif l'amélioration de l'accès à une éducation de qualité, le projet améliorera la scolarisation des filles et jeunes dans le pays. En outre, les activités de renforcement de capacités humaines mises en œuvre par le projet a connu la participation des femmes aux différents programmes de formation.

Toutes les études sectorielles prévues (notamment celles relatives à l'éducation des enfants en situation difficile et celle relative à la question de l'adéquation de l'enseignement technique et professionnel aux besoins du marché) ont accordé une attention particulière aux spécificités des jeunes filles, la dimension genre a été prise en compte dans l'élaboration des stratégies sous sectorielles.

Par ailleurs, le projet a contribué à la mobilisation sociale autour des problèmes de l'éducation surtout à travers le processus de réformes sectorielles. En effet, tous les résultats d'études ont fait objet de séminaire de validation auxquels ont pris part les représentants des diverses couches de la société qui ont exprimé leurs opinions et préoccupations particulières et ont contribué ainsi à la reconstruction d système éducatif et à l'effort de réunification.

Il importe de noter que le volet sensibilisation des personnes à la question du VIH/SIDA et de son impact sur le secteur de l'éducation a été prévu mais, pour raison de coordination et d'harmonisation, il a été couvert par d'autres partenaires.

## **DESCRIPTION DU PROJET**

### **1) Objectifs du projet**

Le projet PASE vise à contribuer à la reconstruction du système éducatif congolais pour la mise en œuvre des objectifs de l'Education pour tous (EPT) avec comme objectifs spécifiques (i) l'appui à l'élaboration des réformes sectorielles et (ii) le renforcement des capacités institutionnelles de planification et de gestion du secteur.

### **2) Composantes du projet et réalisations attendues**

Les activités sont menées à travers les 4 composantes suivantes : (i) appui à l'élaboration des réformes sectorielles, (ii) mise en place d'un système d'information pour la gestion de l'éducation, (iii) renforcement des capacités institutionnelles de planification, formation et gestion pédagogique, et (iv) gestion du projet.

Les principales réalisations attendues du projet sont les suivantes :

- (i) Stratégies de développement des sous secteurs actualisées sur base des données du système d'information ;
- (ii) Stratégies pour la promotion de l'éducation et de la réinsertion scolaire et socioprofessionnelle des enfants et jeunes en situation difficile (et tenant compte des spécificités liées au genre et intégrant l'alimentation et la santé scolaires pour la promotion de l'éducation de base) élaborées et validées ;
- (iii) Rôle et contribution de l'enseignement privé au niveau de l'accès et de la qualité analysés et stratégies de développement de l'enseignement privé dans la perspective de l'EPT et des OMD sectoriels élaborées ;
- (iv) Stratégies de promotion des NTIC pour la formation pédagogique décentralisée disponibles ;
- (v) Projet de réforme de l'enseignement supérieur et universitaire (PADEM) examiné et validé sur le plan national ;
- (vi) Base des données informatisées actualisées disponibles sur tout le secteur y compris le non-formel ;
- (vii) Le SECOPE et l'IG (gestion, formation, inspection et évaluation des élèves) évalués et renforcés ;
- (viii) Des cadres des 3 ministères formés en planification et statistiques (longue et courte durée) au niveau central et provincial ;
- (ix) 600 inspecteurs et 11000 enseignants dont 50% de femmes sont formés à la tenue des fiches statistiques ;

(x) Tous les enseignants formés sont sensibilisés à la question du VIH-SIDA et à son impact sur le système éducatif.

**Annexe 4**  
**Page 3/5**

### **3) Réalisations par composante**

#### **Composante 1: Appui à l'élaboration des politiques et réformes sectorielles**

L'objectif de cette composante est d'appuyer le processus d'élaboration de réformes sectorielles pour la mise en œuvre des objectifs de l'EPT. Trois activités sont prévues dans cette composante, à savoir: (i) les études sectorielles thématiques, (ii) l'élaboration de stratégies sectorielles sur la base des résultats de ces études, et (iii) les voyages d'échanges et d'études dans le cadre de la promotion de la réalisation des objectifs de l'EPT.

Les cinq (05) études thématiques sont achevées et les résultats validés au cours de séminaires nationaux de restitution : (i) étude sur la Problématique des enfants et jeunes (filles et garçons) en situation difficile et leur réinsertion scolaire et professionnelle ; (ii) étude sur le Développement de l'enseignement privé et sa contribution à la réalisation des objectifs de l'EPT et des ODM ; (iii) étude sur la Faisabilité de la mise en place des nouvelles structures PADEM ; (iv) étude sur l'Adéquation de l'enseignement technique, professionnel aux besoins du marché ; (v) étude sur l'utilisation des technologies modernes de l'information et de la communication pour le renforcement de la formation et du personnel d'encadrement pédagogique dans le contexte de la décentralisation ; Ateliers de restitution et validation des études thématiques.

Les rapports validés de ces études ont été exploités pour l'élaboration des stratégies sous sectorielles de l'éducation : (i) Stratégie de l'enseignement primaire secondaire et professionnelle (achevée) ; (ii) Stratégie de l'enseignement supérieur et universitaire (en phase de finalisation) ; (iii) Politique d'insertion scolaire des enfants et jeunes en situation difficile ;

Le voyage d'études au *Bureau de l'UNESCO à Dakar (BREDA)* s'est effectivement déroulé à la satisfaction des participants (5 cadres du MEPSP et 1 cadre du MAS dont 2 femmes).

#### **Composante 2 : Mise en place d'un système d'informations pour la gestion de l'éducation (SIGE)**

Cette composante a pour objectif de faciliter une gestion efficace du système éducatif à partir d'informations complètes et actualisées par la mise en place de bases de données informatisées du secteur. Un accent particulier est mis sur la collecte de données désagrégées par genre. La composante comprend aussi des activités de formation en gestion des statistiques scolaires pour les agents des structures centrales et provinciales concernées. Le système d'information pour la gestion de l'éducation proposé offrira aussi des outils nécessaires pour le suivi et l'évaluation des objectifs de l'Education Pour Tous (EPT) et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) afférents au secteur.

Tous les équipements prévus ont été acquis et livrés. Il s'agit de : équipements informatiques pour les structures de gestion des statistiques (SIGE), les mobiliers et fournitures des bureaux pour la DEP/MEPSP et antennes régionales, la DEP/MESU, la DAEPT/MESP, la DAEA/MAS ; trois véhicules pour la DEP ; les kits pédagogiques destinés aux inspecteurs et des fournitures de bureau.

Les services pour la mise en place du SIGE ont été fournis par l'UNESCO sur la base d'une négociation directe. Les activités menées à ce jour ont permis de produire les annuaires statistiques nationaux des années scolaires 2006-2007 ; 2007-2008 et 2008-2009 pour tout le secteur.

La formation locale des cadres du MEPSP en planification et en statistiques incluse dans la mise en place du SIGE a été réalisée. Elle a porté essentiellement sur la conception des tableaux statistiques des paramètres à publier dans l'annuaire statistique national ainsi que le nettoyage des fichiers après la fin de la saisie des questionnaires vérifiés et contrôlés.

Dans le cadre du transfert des compétences au niveau central et provincial en vue d'assurer la pérennisation du SIGE, l'UNESCO a réalisé un certain nombre de formations au bénéfice des différents cadres techniques des ministères.

**Annexe 4**  
**Page 4/5**

**Composante 3: Renforcement des capacités institutionnelles de planification, formation et gestion pédagogique (UNESCO)**

Cette composante vise à appuyer aux niveaux central et provincial les fonctions de planification et de gestion administrative et pédagogique à travers le renforcement des structures concernées et la formation des personnels. Les principaux domaines d'activités sont les suivants: (i) formation initiale sur place et à l'étranger ainsi que recyclage en planification et administration des systèmes éducatifs, (ii) évaluation institutionnelle de l'Inspection Générale (fonctions de formation des enseignants et personnel d'encadrement pédagogique, d'organisation des examens d'Etat), (iii) analyse institutionnelle du SECOPE, (iv) formation continue des enseignants et du personnel de contrôle pédagogique, et (v) renforcement de l'IG et du SECOPE et de leurs antennes provinciales.

Tous les biens prévus ont été acquis et octroyés. Il s'agit des équipements informatiques, de bureautique et de communication destinés au SECOPE et à l'IGE, des équipements spécifiques destinés à la Direction des Infrastructures scolaires, de kits pédagogiques (manuels et matériels pédagogiques essentiels) destinés aux inspecteurs et aux enseignants. Tous ces équipements ont été livrés à l'exception des kits pédagogiques pour les inspecteurs et enseignants au bénéfice de l'IGE dont le dossier n'a pas été relancé après un litige ayant abouti à la résiliation du contrat du fournisseur (retard dans la livraison).

Tous les services prévus ont également été réalisés : les études architecturales et la supervision des travaux de réhabilitation des structures centrales de planification ; les évaluations institutionnelles (audits SECOPE et IG, étude d'un projet d'appui à court terme au processus de réforme du système éducatif) ; et la formation sur diverses thématiques (formation à l'étranger sur la planification de la formation des adultes, formation locale sur les techniques de projection et modèles de simulation, formation à l'étranger en planification, statistique et gestion, formation locale continue et recyclage des personnels de l'éducation formelle et non formelle, formation à l'étranger en gestion des projets pour l'enseignement supérieur, formation locale en gestion académique, formation locale en développement des projets éducatifs et techniques de gestion). En ce qui concerne la formation de longue durée à l'étranger (9 mois), la Banque a noté une déperdition de 5 cadres sur 6 qui ne sont pas retournés au pays.

A l'exception des études architecturales, toutes les activités de cette composante ont été réalisées par l'UNESCO. Certaines activités de formation non achevées au 31/12/2010 et jugées indispensables ont été réalisées dans la période de prorogation du projet. Il s'agit notamment de : formation en gestion pédagogique ; formation des inspecteurs du cycle primaire et secondaire ; formation d'un noyau d'enseignants du cycle primaire et secondaire ; renforcement continu des capacités des enseignants par la mise en place d'un site web Unesco par la démultiplication des formations ; renforcement des capacités des inspecteurs et des enseignants à partir des programmes élaborés et conçus en compact disk. Les modules de formation ont été disséminés dans toutes les provinces.

Il importe de noter que la formation continue et le recyclage des personnels de l'éducation formelle et non formelle, les stages spécifiques à l'extérieur en «gestion des projets» et en «gestion académique» destinés à l'enseignement supérieur, et la formation en planification à l'extérieur ont fait l'objet du second accord signé avec l'UNESCO le 13 avril 2006 et qui comprend aussi l'audit des systèmes de gestion statistique relatifs à l'enseignement supérieur et universitaire, à l'éducation non formelle et la formation des adultes.

Les travaux prévus dans cette composante portent sur la réhabilitation de quelques locaux des structures centrales de planification des Ministères bénéficiaires (DEP/MESU, DAEPT/MEPSP, DAEA/MAS). Tous ces travaux sont achevés

depuis février 2009. La mission a visité les sites concernés et constate que les bâtiments réhabilités sont fonctionnels et utilisés.

**Annexe 4**  
**Page5/5**

**Composante 4 : Gestion du projet**

L'exécution du projet a été assurée par l'Unité d'Exécution des Projets financés par le FAD (UEP/BAD), spécialement créée au sein du Bureau Central des Projets (BCeCo) sous la tutelle du Ministère des Finances. Le projet a prévu de prendre en charge l'acquisition du mobilier et du matériel informatique complémentaire pour l'UEP ainsi que d'un véhicule de liaison pour assurer le suivi des activités du projet ; les services de cabinets pour les audits annuels du

Annexe 4 Page 5/5

projet ; la prise en charge des coûts de fonctionnement relatifs au projet et la formation du personnel de l'UEP assigné au projet.

Conformément aux prévisions du projet, les équipements destinés à l'UEP ont été acquis et les formations du personnel assurées. Les audits de tous les exercices ont été élaborés et transmis à la BAD, les recommandations ont été formulées et appliquées (audits 2005, 2006, 2007, 2008, 2009 et 2010). Les rapports trimestriels d'activités ont été régulièrement transmis jusqu'au premier trimestre 2010.

# LISTE DES PRINCIPAUX MARCHES DU PROJET

Page 1/2

| N°   | Intitulé et Numéro du contrat  | N° DOSSIER                         | MODE D'ACQUISITION                  | CONTRACTANT      | TAUX D'EXECUTION |
|--|--|------------------------------------|-------------------------------------|------------------|------------------|
| COMPOSANTE I : APPUI A L'ELABORATION DES REFORMES SECTORIELLES   |  |                                    |                                     |                  |                  |
| 01   | Etude de faisabilité de la mise en place de nouvelles structures du PADEM  | 018/PASE/UEP-BAD/SIR-MOG/2006      | CR                                  | ORT              | 100%             |
| 02   | Etudes sur l'adéquation de l'enseignement technique et la formation professionnelle aux besoins du marché  | 018/PASE/UEP-BAD/SIR-MOG/2006      | CR                                  | ORT              | 100%             |
| 03   | Etudes sur la problématique des enfants en situation difficile pour leur réinsertion scolaire et socio professionnelle   | 018/PASE/UEP-BAD/SIR-MOG/2006      | CR                                  | ORT              | 100%             |
| 04   | Etudes sur la problématique des enfants en situation difficile pour leur réinsertion scolaire et socio professionnelle   | 018/PASE/UEP-BAD/SIR-MOG/2006      | CR                                  | ISPEC            | 100%             |
| 05   | Etude sur le développement de l'enseignement privé en RDC et sa contribution à la réalisation des objectifs de l'EPT et des ODM  | 018/PASE/UEP-BAD/SIR-MOG/2006      | CR                                  | STUDI            | 100%             |
| 06   | Etudes sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour le renforcement de la formation des enseignants et du personnel d'encadrement pédagogique | 018/PASE/UEP-BAD/SIR-MOG/2006      | CR                                  | ORT              | 100%             |
| COMPOSANTE II : LA MISE EN PLACE DU SYSTEME D'INFORMATION ET DE GESTION DE L'EDUCATION                           |  |                                    |                                     |                  |                  |
| 07   | La mise en place des bases des données actualisées et fiables, mis à jour de façon périodique pour la bonne gestion du système éducatif en RDC                                   | 003/PASE/UEP-BAD/SIR-MOG/2005      | Négociation directe                 | UNESCO           | 100%             |
| 08   | Formation du personnel qualifié, capable de gérer ces bases de données tant au niveau central que provincial   | 1988/BCECO/PASE/UEP-BAD/KD/2005    | Négociation directe                 | UNESCO           | 100%             |
| 09   | Fourniture de matériel de reprographie (équipement minimum)  | 1986/BCECO/PASE/UEP-BAD/KD/2005    | Consultation restreinte (nationale) |                  | 100%             |
| 10   | Fourniture de matériels minimum pour le SIGE   | 3040/BCECO/PASE/DG/UEP-BAD/KD/2006 | Consultation restreinte (nationale) | M. INTERCOM      | 100%             |
| 11   | Equipements informatiques pour les structures bénéficiaires du PASE  | DDAO 001/PASE/UEP-BAD/MOG-MM/2006  | AON                                 | STANDARD COMPANY | 100%             |
| COMPOSANTE III : RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE PLANIFICATION, FORMATION ET GESTION PEDAGOGIQUE |  |                                    |                                     |                  |                  |

|    |   |                               |                     |        |      |
|----|---|-------------------------------|---------------------|--------|------|
| 12 | Evaluation institutionnelle de l'Inspection Générale de l'Enseignement (IGE), des formations des enseignants, du personnel d'encadrement pédagogique et d'organisation des examens d'état | 001/PASE/UEP-BAD/SIR-MOG/2006 | Négociation directe | UNESCO | 100% |
| 13 | Evaluation institutionnelle du Service du Contrôle et de la Paie des Enseignants (SECOPE)   | 001/PASE/UEP-BAD/SIR-MOG/2006 | Négociation directe | UNESCO | 100% |
| 14 | Renforcement des capacités institutionnelles de l'IGE, du SECOPE et de leurs antennes provinciales  | 001/PASE/UEP-BAD/SIR-MOG/2006 | Négociation directe | UNESCO | 100% |
| 15 | La formation continue des enseignants et du personnel d'encadrement pédagogique   | 001/PASE/UEP-BAD/SIR-MOG/2006 | Négociation directe | UNESCO | 100% |
| 16 | Etude et supervision des travaux de réhabilitation des bâtiments des structures centrales   | 03/PASE/UEP-BAD/SIR-MOG/2006  | AON                 | BATS   | 100% |
| 17 | Travaux de réhabilitation des structures centrales (extension)  | 04/PASE/UEP-BAD/MOG-MM/2007   | AON                 | BATS   | 100% |
| 18 | Mobiliers de bureau   |                               | ANO                 | UAC    | 100% |
| 19 | Equipements divers  |                               | ANO                 |        | 100% |